- 13 sept. - Décision n° 1233/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au docteur A.J. SMITH. 422
- 13 sept. - Décision n° 1234/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). 422
- 13 sept. - Décision n° 1235/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation mondiale de la santé (O.M.S.). 423
- 13 sept. - Décision n° 1236/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique. 423
- 13 sept. - Décision n° 1239/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au fonds d'entraide et de garantie du conseil de l'entente. 423
- 16 sept. - Décision n° 1242/MFE/Mat. portant autorisation de paiement d'une somme au receveur principal des postes et télécommunications à Lomé. 423

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1974

- 13 sept. - Arrêté n° 46/MEN autorisant la création d'une école privée française. 423
- 19 sept. - Arrêté n° 47/MEN portant transformation d'école catholique en école publique. 424
- 19 sept. - Arrêté n° 48/MEN portant modification de l'arrêté n° 10/MEN du 10 avril 1974 relatif à l'organisation du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (C.A.I.E.N.). 424
- 19 sept. - Décision n° 277/MEN fixant les dates des congés scolaires pour l'année scolaire 1974-1975. 424

Décision portant nomination.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1974

- 10 sept. - Arrêté n° 598/MJFPT portant modification des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 940-54/ITLS fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire en vigueur à la règle des chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo. 424
- 11 sept. - Arrêté n° 602/MFP portant promotion dans le corps du personnel judiciaire. 425
- 13 sept. - Arrêté n° 603/MFP portant promotion dans le corps du personnel des douanes. 425
- Arrêtés et décisions portant intégrations, nominations, admission dans divers corps de la fonction publique, classements, détachement, mise en disponibilité, rappel à l'activité, sanction disciplinaire, acceptation de démission, suspension de fonctions, reprise de fonctions, admission à la retraite et rectificatif à un précédent arrêté portant détachement. 426

D I V E R S

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1974

- 11 sept. - Arrêté n° 312/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Baba Kouassi. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 313/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Apéré Paul. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 314/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akpao Pierre. 430

- 11 sept. - Arrêté n° 316/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Koudjalé Bllaké. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 317/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Namangou Kako. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 318/MFE/CR modifiant l'arrêté n° 96/MFE/MF/CR du 4 avril 1967 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gado Philippe. 431
- Arrêté n° 393/MFE/CR du 28 septembre 1973 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kémey Koffi Thomas (rectificatif). 431
- Arrêté n° 271/MFE/CR du 8 août 1974 portant concession d'une pension de retraite à M. Togbétsé Kossi Emmanuel (rectificatif). 431

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

Ordonnances

ORDONNANCE N° 20 du 30 août 1974 portant création d'une taxe de péréquation sur les produits pétroliers.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;
Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution;
Vu le décret n° 71-28 du 1^{er} mars 1971 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et de l'industrie;
Le conseil des ministres entendu,

O R D O N N E :

Article premier - Il est créé une taxe de péréquation sur l'essence et le gas-oil, dont le taux est fixé par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie après avis du ministre des finances et de l'économie et du ministre des travaux publics, mines, transports.

Art. 2 - Cette taxe est perçue au niveau des sociétés constituant le groupement professionnel de l'industrie du pétrole et versée mensuellement à un compte spécial ouvert dans les écritures du trésor.

Art. 3 - La présente ordonnance sera exécutée comme Loi de la République togolaise.

Lomé, le 30 août 1974

Gal. G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 21 du 30 août 1974 prorogeant les dispositions de la loi n° 61-27 du 16 août 1961.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967;
Vu la loi n° 61-27 du 16 août 1961 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat, et les textes qui l'ont prorogée;
Le conseil des ministres entendu,

O R D O N N E :

Article premier – Les dispositions de la loi n° 61-27 du 16 août 1961, déjà prorogées par les lois n° 64-10 du 22 juin 1964, n° 66-19 du 12 décembre 1966 et l'ordonnance n° 10 du 14 mai 1970, recevront de nouveau application pour une période de trois ans à compter de la date de signature de la présente ordonnance.

Art. 2 – La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République et promulguée selon la procédure d'urgence.

Lomé, le 30 août 1974

Général G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 22 du 30 août 1974 autorisant les autopsies, les dissections et les prélèvements de pièces anatomiques humaines pour la recherche médicale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales et du ministre de l'éducation nationale;

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967;

Vu le décret n° 70-156 du 14 septembre 1970 portant création de l'université du Bénin;

Vu le décret n° 70-157 du 14 septembre 1970 portant création de l'école de médecine;

Vu le décret n° 71-184 du 12 octobre 1971 portant transformation du centre national hospitalier (CNH) en centre hospitalier et universitaire (CHU);

Le conseil des ministres entendu,

O R D O N N E :

Article premier – Sont autorisés sur toute l'étendue du Togo les autopsies, les dissections de cadavres, des prélèvements et conservation ou utilisation de pièces anatomiques en vue de l'enseignement de la thérapeutique de la recherche médicale.

Art. 2 – Un décret précisera les modalités d'application de cette ordonnance.

Art. 3 – Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la santé publique et des affaires sociales et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés de l'application pratique de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 août 1974

Général G. Eyadéma

D E C R E T S

DECRET N° 74-146 du 29 août 1974 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu l'ordonnance n° 8 du 15 janvier 1974 portant création de l'office togolais des phosphates,

D E C R E T E :

Article premier – M. Kabassema M'Ba, licencié en sciences économiques ULB, est nommé directeur général de l'office togolais des phosphates.

Art. 2 – Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 août 1974

Général G. Eyadéma

DECRET N° 74-148 du 30 août 1974 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et du café triage de la récolte 1973-74.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT);

Vu le décret n° 73-225 du 28 novembre 1973 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 73-74;

Vu le décret n° 74-80 du 18 avril 1974 autorisant la commercialisation du café triage de la campagne 1973-74,

D E C R E T E :

Article premier – La date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et du café triage de la récolte 1973-74 est fixée au 31 août 1974.

Art. 2 – Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 août 1974

Général G. Eyadéma

DECRET N° 74-149 du 30 août 1974 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1974-75.

le président de la république,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT);

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier – La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1974-75 est fixée au 17 août 1974.

Art. 2 – Le prix d'achat au producteur des amandes de karité de ladite récolte est fixé à 21 francs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 – Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'offre des produits agricoles du Togo est fixée à 29.362 francs cfa la tonne.

Art. 4 – Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit:

Région de Dapango et Mango 3.000 francs la tonne

Région de Lama-Kara et Bassar 2.000 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 5 – Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 août 1974

Général G. Eyadéma.